

# Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

## ÉDITORIAL

### L'inutilité de Hollande

François Hollande n'a pu s'empêcher, lors du raout organisé pour célébrer les 150 ans du SPD, de vanter les mérites des politiques de Gerhard Schröder. Lorsqu'on sait que ce chancelier «social-démocrate» a présidé à la plus violente politique de baisse des salaires et de démantèlement des assurances sociales que son pays a connue depuis la guerre, l'hommage laisse mal augurer du reste du quinquennat «socialiste» en France. On peut d'ailleurs ajouter que, non contente de précariser les Allemand-e-s, la politique de Schröder est en plus responsable de la catastrophe économique qui frappe les États du sud européen. Le plus grave dans cet hommage, c'est que Hollande ambitionne de faire de même chez lui. Le dernier projet socialiste en date serait-il de réduire la dette publique, de flexibiliser le marché du travail et de proposer une fiscalité douce aux entreprises?

Autant le dire franchement, la première année du mandat de Hollande est, sur le fond comme sur la forme, véritablement catastrophique. Elle a montré que la social-démocratie ne pouvait avoir d'autre ambition économique que d'agrèer à Bruxelles, voire au patronat (cf. notre article sur l'ANI en page 4). La campagne présidentielle 2012 n'avait pas suscité des espoirs inconsidérés, mais en ces temps de crise, on aurait tout de même pu espérer une réponse de gauche minimalement différente de celle de la droite.

Réd.



## La liberté d'habiter

À l'heure où l'on constate que la prétendue «crise du logement» est en fait une pénurie faite pour durer et dont les propriétaires tirent une soumission accrue des locataires, quelles sont les perspectives de résistance et de lutte pour les habitants qui n'ont pas perdu l'espoir de développer de manière autonome un habitat réellement adapté à leurs besoins et à leurs idéaux?

Que ce soit par l'autoconstruction écologique, la défense des quartiers populaires contre la gentrification ou l'opposition aux grands projets de rénovation urbaine, des collectifs s'organisent pour opposer au logement marchand la liberté d'habiter.

Lire en pages 6 et 7

#### ■ Syrie

Éclairage sur la survie économique d'un régime en guerre.

Page 3

#### ■ Économie

Dialogue franco-allemand: *alternativlos* = «pas d'alternative».

Pages 4 et 5

#### ■ Climat

Seule solution: les soviets plus les panneaux solaires.

Page 9

ON NOUS ÉCRIT

# Une stratégie de l'enracinement

Suite aux échos du dernier congrès d'Unia publiés dans le numéro 118 de *Pages de gauche*, Andreas Rieger a souhaité apporter quelques précisions concernant la stratégie d'Unia pour les années à venir.

Le syndicat Unia se préoccupe de questions de stratégie depuis des années: avant 2004, la discussion portait surtout sur la réunion de la FTMH, du SIB, de la FCTA, de unia et d'Actions qui donnerait naissance au plus grand syndicat suisse. Dès 2005, une fois la fusion effective, le défi était d'agir comme un syndicat interprofessionnel couvrant presque toutes les branches de l'économie privée. Le congrès de 2008 discutait comment entrer dans une dynamique de croissance au niveau des membres (objectif atteint en 2010); il lançait aussi l'idée de l'initiative pour un salaire minimum légal.

Avant le congrès d'Unia de décembre 2012, l'on s'est demandé comment renforcer encore la force de frappe du syndicat. Les attaques toujours plus dures des patrons et des gouvernements néolibéraux lancent des défis toujours plus importants aux syndicats. Une nouvelle réforme organisationnelle ne constitue pas une réponse à ces défis. La réponse pour Unia est une stratégie de l'enracinement: le syndicat sera plus fort lorsque les réseaux de militant-e-s seront plus étroits

et intenses dans les entreprises, dans les branches et les localités. Les deux mouvements importants que l'on a observés chez Novartis à Nyon et chez Merck Serono à Genève ont précisément conforté cette option.

La question n'était donc plus de savoir *si* cette orientation est la bonne, mais plutôt de savoir *comment* l'on pourra soutenir les militant-e-s. Que faut-il changer aux structures des militant-e-s au sein d'Unia? En quoi faut-il modifier le travail et l'attitude des secrétaires syndicales-aux, de sorte qu'ils-elles soutiennent encore plus les militant-e-s? Dans quelle direction faut-il développer la formation syndicale pour les personnes de confiance et les secrétaires syndicales-aux?

En parallèle, d'autres objectifs stratégiques ont été actualisés:

- Unia développe sa capacité de mobilisation et sa capacité à mener des grèves, dans le cadre d'une présence renforcée sur le terrain.

- Le nombre de membres d'Unia doit encore croître. Unia souhaite en particulier croître dans le secteur tertiaire, les syndicats y accusant un retard important.

- Il convient de poursuivre sur la voie d'une présence au niveau social et politique. On citera l'exemple du référendum contre les attaques initiées par Christian Lüscher en matière de travail de nuit et du dimanche ou l'initiative AVSplus qui vient d'être lancée.

– Le thème de la protection sera central ces prochaines années: protection contre le *dumping*, contre la précarisation, contre les licenciements, etc. En vue de soutenir ces revendications, une grande manifestation nationale est prévue le 21 septembre.

Unia est donc en train d'appliquer ces objectifs stratégiques, sous la conduite d'une direction largement renouvelée et rajeunie qui a également été élue lors du dernier congrès.

Andreas Rieger,  
ancien co-président d'Unia

*Le PDC refuse de limiter la durée de vie des centrales nucléaires*

## IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-  
Abonnement de soutien: Fr. 130.-  
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuses-eurs): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3  
www.pagesdegauche.ch  
Case postale 7126, 1002 Lausanne  
info@pagesdegauche.ch

**Rédaction:**  
Dimitri Andronicos (DA), Samuel Bendahan (SB), Thierry Bornand (TB), Antoine Chollet (AC), Adrien Faure (AF), Romain Felli (RF), Mathieu Gasparini (MG), Émilie Martini (EM), Stéphanie Pache (SP), Émilie Pasquier (EP), Myriam Scherly (MS), Sébastien Schnyder (SS), Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thiéry (AT)

**Comité:**  
Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Raymond Durous, Dan Gallin, Anne Holenweg, André Mach, Philipp Müller, Line Rouyet, Rebecca Ruiz, Géraldine Savary, Alberto Velasco  
**Secrétariat de rédaction, mise en page:**  
Gabriel Sidler

**Webmasters:**  
Mathieu Gasparini et Sébastien Schnyder

**Illustrations:**  
Christian Vullioud (Cévu)

**Maquette:**  
Marc Dubois, Lausanne

**Relecture:**  
Dominique Hartmann et Salima Moyard

**Impression:**  
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix



CÉVU

SYRIE

# Une économie de guerre

Le conflit qui fait rage en Syrie depuis maintenant deux ans et dont le bilan approche de plus en plus de la barre des 100'000 victimes soulève une question rarement traitée par les médias: celle de l'économie. Comment ce pays de plus de 20 millions d'habitants, frappé par les différents embargos qui lui ont été imposés, partiellement contrôlé par des forces hostiles au gouvernement et dans lequel les transports sont très difficiles peut-il encore tenir?

Les coupures d'électricité sont quotidiennes dans toutes les régions du pays, parfois très longues, sauf dans certains quartiers de Damas où elles restent limitées à quelques heures par jour. Le mazout et le gaz manquent, ils sont devenus très chers, voire introuvables, ce qui augmente la demande en électricité pour le chauffage et la cuisine. Des ruptures d'approvisionnement en pain et en autres denrées de première nécessité sont constatées partout.

Et pourtant, le système a l'air de tenir. Plusieurs explications peuvent être avancées, bien qu'on ne dispose évidemment d'aucune information vraiment fiable sur l'état de l'économie syrienne et qu'on en soit réduit à des conjectures.

## L'AIDE DE L'ÉTRANGER

Pour commencer, le régime syrien est maintenu à bout de bras par la Russie, qui achète une partie significative de ses exportations (notamment de phosphate, dont la Syrie est grande productrice), et qui assure également ses importations les plus importantes, notamment l'essence. L'Irak, la Jordanie, l'Iran et le Liban ont encore des échanges avec la Syrie. Le Liban joue un rôle tout à fait déterminant pour offrir un accès aux marchés internationaux et contourner de ce fait l'embargo. La plupart des banques opérant en Syrie sont des succursales de banques libanaises et permettent d'échanger des devises avec le reste du monde, notam-

ment avec une diaspora de plus en plus nombreuse.

L'exportation du pétrole, qui représentait une source importante de revenus pour le régime, s'est presque totalement arrêtée. La grande raffinerie dans la périphérie de Homs n'a pas été détruite par les combats, mais elle ne produit plus d'essence, qui doit dès lors être intégralement importée.

## UN PAYS HABITUÉ À L'AUTARCIE

Pendant des décennies, le pays a vécu dans une situation de quasi autarcie, en particulier au niveau de la production agricole. Cette dernière s'est dans l'ensemble maintenue, malgré les difficultés de transport, les routes n'étant pas sûres. L'inflation est importante et les ruptures d'approvisionnement fréquentes, mais la production domestique continue d'alimenter tant bien que mal la population syrienne. Le gouvernement a toujours accordé une grande importance à l'agriculture, qui occupe encore une fraction significative de la population. Cela lui permet maintenant de compenser en partie la réduction drastique des importations.

## LE RÉGIME PAIE SES FONCTIONNAIRES

Le gouvernement continue de payer ses fonctionnaires, à l'exception de celles et ceux qui ont fait défection pour aller rejoindre les rebelles, mais qui ne sont qu'une infime minorité. Cette prouesse a été rendue possible par les économies réalisées sur les investissements et sur les dépenses courantes affectées naguère aux régions désormais contrôlées par la rébellion. Ces salaires garantissent bien sûr un relatif soutien au régime, ou le préservent du moins d'une opposition trop marquée de la part de ses employés, très nombreux avant le début de la guerre (n'oublions pas que la Syrie était un pays officiellement socialiste, dans lequel le service public avait une réelle importance).

Le secteur qui sans surprise a subi le coup d'arrêt le plus important avec le déclenchement de la guerre en 2011 est celui du tourisme. Celui-ci apportait des devises fraîches bienvenues dans le pays, mais il s'est évidemment immédiatement contracté au début de la guerre, et a aujourd'hui complètement disparu.

## FRAGILITÉ

Ces problèmes s'accompagnent d'une inflation importante, d'un taux de chômage extrêmement élevé (environ 33%) et d'une baisse significative du PIB depuis le début de la guerre. Cependant, toutes les observations concordent sur un point: sans ses appuis stratégiques que sont le Kremlin ainsi que les banques et le commerce libanais, l'économie syrienne serait à terre et le régime d'Al-Assad avec elle. Elle vit actuellement sous perfusion permanente de leur part. Pour l'instant, le régime est parvenu à maintenir son économie en ordre de marche, notamment grâce à la politique de la banque centrale, qui a très substantiellement réduit ses réserves pour maintenir un semblant d'activité économique tout en tentant de juguler l'inflation. Combien de temps pourra-t-il encore tenir dans ces conditions?

*Antoine Chollet*

*Les liens vers les sources dont est issu cet article sont sur notre site.*



FRANCE

# Austérité à la française

Ça suffit, le grand patronat de donner des leçons, ça suffit, Laurence Parisot. C'est votre bilan. Oui, à vous le patronat et à personne d'autre! C'est vous qui licenciez! C'est vous qui fabriquez les chômeuses-eurs, c'est vous qui désertifiez notre pays. C'est vous qui bloquez la consommation, la relance. C'est vous qui n'investissez pas. C'est vous qui bloquez les salaires.

## LES PATRONS GÂCHENT L'ÉNERGIE DES SALARIÉ-E-S

Si vous étiez vraiment pour «la compétitivité» vous commenceriez par baisser vos dividendes, car ce sont eux et non pas le prétendu «coût du travail» qui sont trop chers. C'est le coût du capital qui est trop élevé, et qui rend les produits fabriqués par nos salarié-e-s inaccessibles.

C'est vous les grand-e-s patron-ne-s, vous les chef-fe-s du CAC40, vous les dirigeant-e-s des 1000 entreprises de plus de 1000 salarié-e-s qui produisez 48% du PIB français et dirigez toute l'économie du pays, qui externalisez, étouffez, spoliez les sous-traitants, c'est vous les responsables, c'est vous les incapables, c'est vous qui êtes cause de cette terrible crise.

Ne nous dites pas que ce sont les blocages du droit du travail, le coût du travail et autres balivernes. Cela fait dix ans que les salaires sont bloqués et manifestement si bas qu'on en est à un point de rupture insupportable.

## L'ÉNORME CADEAU DU GOUVERNEMENT

Et ne nous dites pas que c'est la faute au gouvernement de gauche: hélas, hélas, au lieu de vous combattre, il vous concède tout! Il vous a lâché des cadeaux aux pigeons, la fin des fichiers des patron-ne-s tricheuses-eurs, un choc de simplification qui veut dire moins de contrôle, moins d'inspection du travail, moins de juges, moins de code du travail, moins de douane, moins de contrôle de la concurrence et

de la consommation, moins de fisc.

Non seulement le gouvernement de gauche n'a pas reconstruit le code du travail, mais il vous a fait un énorme cadeau avec l'Accord national interprofessionnel (ANI), une loi bien réac' à 100%, qui (re) passe le code à l'acide, au point qu'on aurait pu la craindre de la droite (voir encadré).

Elle vous accorde des mutations internes arbitraires sans que les salarié-e-s ne puissent plus invoquer leur contrat de travail. Elle vous a accordé des «pactes de compétitivité» plus audacieux que ce que Sarkozy entrevoyait à travers la loi Warsmann du 22 mars 2012. Depuis le 6 novembre 2012 et le 11 janvier 2013, le gouvernement est hélas à vos pieds.

La gauche vient aussi de vous accorder le refus de l'amnistie des syndicalistes et le rejet d'une loi contre les licenciements boursiers. Elle vous a accordé le rapport Gallois sans aucune, aucune, aucune contrepartie... La gauche bloque le Smic, abaisse à son tour les petites retraites, vous conservez près de 40 milliards

d'aides, d'exonérations de cotisations sociales. Patron-ne-s, Medef, vous êtes les plus assisté-e-s, les moins risquophiles de ce pays. Tout va dans votre poche. Tout vous sanctifie! Tout va vers vous!

Cette année 2013, patron-ne-s, Medef, vous nous entraînez au pire, vous multipliez les «plans sociaux», vous augmentez le chômage de mois en mois et vous le savez, l'ANI transformé en loi, sous vos ordres, vous le facilitera. Pourtant vous n'avez jamais été aussi riches, vous n'avez jamais eu autant de marges, jamais encaissé autant de profits et de dividendes.

Grand-e-s patron-ne-s c'est vous le problème; Medef, vous êtes les fauteuses-eurs de récession; actionnaires et banquière-s usuriers, c'est vous la cause de l'austérité, du chômage de masse, de la misère. François Hollande avait raison, notre ennemi c'est la finance, et la finance c'est vous, vous qui l'incarnez!

*Gérard Filoche  
Membre du Conseil  
national du PS français*

*Article adapté de  
«Démocratie et Socialisme»*

## Texte de l'appel «non socialiste à l'ANI»

Le gouvernement a examiné le 6 mars un projet de loi issu de l'accord minoritaire du 11 janvier 2013. Dans cet avant projet:

- Le refus de mobilité deviendrait une cause de licenciement.
- Un contrat intermittent serait créé alors qu'il faut, au contraire, renforcer le CDI.
- Des accords d'entreprise pourraient imposer, sous peine de licenciement, la baisse des salaires et/ou l'augmentation du temps de travail en reprenant ainsi la loi du député UMP Warsmann.
- Les licenciements économiques collectifs seraient plus faciles et plus rapides.
- L'inversion de la hiérarchie des normes permettrait que des accords d'entreprises soient moins favorables que le droit du travail.
- Les recours au juge contre des licenciements collectifs, comme devant les prud'hommes, seraient limités.

ALLEMAGNE

# Alternativlos

On ne devrait parler que de ça, même en dehors du pays: la première puissance économique de la zone euro élit, cet automne, son parlement. Et pourtant, la politique allemande est morne. Les tensions qui traversent l'Europe obnubilent l'attention et ne favorisent pas, pour dire le moins, la remise en question de la politique menée par la chancelière Angela Merkel (CDU). Face à la crise qui ronge les pays «du sud», les dirigeant-e-s et les systèmes médiatiques de tout le continent concourent à présenter l'Allemagne comme l'une des dernières nations épargnées, connaissant croissance et faible chômage.

## UN INVITÉ DE MARK

Depuis plusieurs années, toute l'Europe politique regarde vers l'Allemagne. L'Allemagne, elle, regarde vers l'euro. La participation du pays aux opérations successives dites de sauvetage ou de stabilisation dans la zone, perçue à tort comme un simple effort de solidarité tétanise l'ensemble des partis. *Alternativlos*, sans alternative: c'est par ce mot que la chancelière a désigné sa politique européenne, soutenue il est vrai par une majorité dépassant largement les rangs de sa coalition.

La question de la sortie possible de la zone euro est un piège tendu à tous les partis de gauche pour les faire entrer dans une logique qui les neutralise. Et tout le monde tombe dedans –

puisqu même l'ancien leader de *Die Linke* (gauche) Oskar Lafontaine a proposé un démembrement de l'union monétaire.

## LA GAUCHE PERDUE

Comment en effet appeler à des réformes radicales quand un continent entier chante les louanges de l'*Erfolgsmodell Deutschland* (modèle de réussite allemand)? Comment mobiliser les salarié-e-s quand la structure même du marché du travail les divise encore plus fort qu'ailleurs en catégories, des plus intégré-e-s aux plus précaires? Et comment mobiliser pour l'alternance quand c'est précisément une coalition de centre gauche, puis une grande coalition centriste, qui ont façonné l'Allemagne d'aujourd'hui? Dans cette ambiance de paranoïa face à une Europe paresseuse qui en voudrait aux richesses allemandes, fruit d'un dur labeur et de nombreux sacrifices, la vraie question est donc bien de savoir si alternative il y a – mais alternative au débat exclusif sur l'euro et sur le positionnement de l'Allemagne en Europe.

Or, les options politiques existent bel et bien, naturellement. Avec des mesures d'augmentation des revenus et de limitation du recours au travail temporaire, le SPD renforcerait le pouvoir d'achat des Allemand-e-s – et ainsi la demande intérieure au sein de l'Europe. Quant aux solutions

pour une sortie de crise par le haut pour l'UE, force est de constater qu'à *Die Linke* comme au SPD, elles sont fondamentalement sociales-démocrates: grands programmes d'investissements, harmonisation fiscale, régulation de la finance.

Pour la gauche allemande, le véritable défi n'est donc pas celui du programme (voir ci-dessous). Elle a des propositions, et elle a su se détacher de l'héritage purement social-libéral des années Schröder. Non, la gageure consiste à sortir le débat de son cadre: ce n'est pas l'Allemagne contre le reste de l'Europe qui se joue, mais bien la question de la répartition de la richesse immense produite par la première puissance économique du continent.

Benoît Gaillard

## Un programme décisif?

Le nom du programme du SPD, *Das WIR entscheidet*, se traduirait littéralement par «le NOUS décide» et plus librement par «Décider ensemble». Quoi qu'il en soit, ce titre même a suscité, au moment de sa publication, une certaine agitation: le slogan était utilisé depuis plusieurs années par une entreprise de travail temporaire. Faut-il y voir un signe de l'orientation des propositions elles-mêmes? Oui et non. L'orientation tendancielle sociale-libérale, favorable à un modèle d'économie sociale de marché, du SPD ne date pas d'hier, mais ses propositions tiennent la comparaison avec celles qui ont cours dans les autres formations socialistes du continent.

Le programme pour les élections de 2013 propose notamment:

- L'amélioration de la rente minimale de vieillesse, sans engagement précis, en revanche, sur les âges de départ.
- Une réforme de l'assurance-maladie, avec un système unique public plutôt que la cohabitation actuelle, qui incite fortement à souscrire des assurances complémentaires.
- Une limitation à 10% des hausses de loyer à la relocation.
- La séparation, devenue en quelque sorte un classique en Europe, des activités de détail et d'investissement dans les banques.
- Des investissements massifs dans les crèches, et le remplacement d'une déduction fiscale pour enfants par un montant forfaitaire.
- L'instauration d'un salaire minimum légal de 8.50 euros par heure au minimum. BG



## LOGEMENT

# Les deux âmes de l'urbanisme

La Municipalité lausannoise annonçait à l'automne dernier «l'optimisation» de son grand plan urbanistique *Métamorphose*, que l'on ferait peut-être mieux désormais d'orthographier au pluriel au vu des multiples retards, changements de programme et autres déplacements de stades qu'il a subi au fil des années. Passé ce redimensionnement visant à rendre le projet «financièrement réaliste», c'est-à-dire capable d'attirer suffisamment de capitaux privés dans le «partenariat public-privé» par ses perspectives

de rentabilité, les services de communication mandatés par la Ville orchestrent actuellement une «démarche participative» visant la promotion de l'éco-quartier des Plaines-du-Loup, première phase du projet qui devrait démarrer dès 2017 entre la Pontaise et la Blécherette.

## PARTICIPATION, PIÈGE À CONS?

On peut légitimement se poser la question de l'impact réel qu'aura sur la définition du projet cette «participation» à laquelle nous sommes tou-te-s convié-e-s: en effet, que pourrait-il bien en sortir de concret, dans la mesure où les grandes lignes du plan directeur localisé issu des plans d'urbanisme sont déjà tracées? Si la Ville nous annonce sur son site internet que nous pourrions «consulter les documents, [nous] informer, discuter, réagir ou débattre», elle se garde bien de préciser quel usage sera fait de ces discussions, réactions et débats. Et que dire d'un processus participatif auquel n'est lié aucun pouvoir décisionnel, sinon que cette poudre aux yeux démontre par l'absurde l'absence complète de démocratie dans la conception des grands projets de rénovation urbaine?

En fait de participation, il semble donc bien qu'il ne s'agisse que d'une simple opération de *marketing* visant à prévenir toute contestation future. La conjugaison n'a pas changé: «Je participe, tu participes, il participe, nous participons, vous participez, ils décident».

## DÉVELOPPEMENT DURABLE DU PROFIT

L'argument écologique sans cesse mis en avant pose également problème: les éco-quartiers, dont actuellement toutes les villes souhaitent se doter, semblent le plus souvent n'être qu'une vitrine du «développement durable», oxymore dont les impasses ne sont plus à démontrer. Ce discours unanime de légitimation de la modernisation écologique tend ainsi à faire oublier que la raison

d'être fondamentale de la rénovation urbaine reste la logique économique du comblement de différentiel de rente foncière. Certes Lausanne tente d'utiliser ses ressources foncières comme moyen d'influer sur le type de logements construits, en imposant un minimum de subventionnés ou de «loyers contrôlés». Mais il s'agit de ne pas perdre de vue que la réalisation même de ces projets reste souvent conditionnée par les profits que pourront en tirer des «partenaires» privés, réconciliant ainsi miraculeusement leur enrichissement personnel avec l'intérêt public à disposer de logements écologiques et bon marché...

## URBANISME PAR EN BAS

Face aux spéculateurs immobiliers, aux discours enchantés de la rénovation urbaine et à l'enfumage participatif, il s'agit d'en revenir aux intérêts et aux idéaux des habitant-e-s elles-mêmes: l'aventure de la maison de paille autoconstruite ou la lutte des habitants de l'immeuble Druey 22-30 nous rappellent en effet qu'il est toujours possible de s'organiser collectivement et de manière autonome pour défendre ce qu'Ivan Illich appelait «l'art d'habiter».

Gabriel Sidler

## «Construire, c'est se construire»

Leur histoire avait fait grand bruit: pendant l'été 2007, un collectif construisait une maison de paille en plein cœur de Lausanne, sans autorisation et avec la ferme intention d'y habiter. Largement soutenus par une population impressionnée par cette réalisation novatrice et audacieuse, les membres de ce collectif mettaient en lumière les contradictions d'une Municipalité rouge-verte que ses prétentions écologistes n'empêchaient pas de vouloir raser au plus vite cet exemple d'écologie radicale appliquée, et que l'incendie criminel mettant fin au conflit après quatre mois de rapport de force arrangea bien.

Six ans plus tard, le collectif «Straw d'la balle» (*Straw* = «paille» en anglais) revient sur cette aventure dans un livre publié aux éditions La lenteur et intitulé *La maison de paille de Lausanne. Pourquoi nous l'avons construite, pourquoi elle fut incendiée*. Après une présentation détaillée des techniques de construction écologiques utilisées, les auteur-e-s insistent sur le fait que de leur point de vue l'autoconstruction en paille n'est pas simplement une technologie écologique politiquement neutre («le matériau lui-même, même bon marché, ne change rien si les rapports sociaux ne changent pas», p. 179), mais bien qu'elle vaut pour les possibilités concrètes d'autonomie auxquelles elle donne accès, ici et maintenant.

Critique en acte de l'idéologie du développement durable qui fit l'unanimité de la classe politique contre elle, la maison de paille restera un bel exemple de cette possibilité à la portée de tou-te-s de «réconcilier l'écologie et la liberté» (p. 181). GS

À lire: *Collectif Straw d'la balle, La maison de paille de Lausanne, La lenteur, 2013.*



Une vue de l'immeuble Druey 22-30 (photo B)

## LOGEMENT

# L'art de la mobilisation: le combat *Druey 2230*

Le dimanche 5 mai, à tout-e-s les passant-e-s flânant dans les environs du quartier des Casernes à Lausanne s'offrait un curieux spectacle. Une partie de l'avenue Jomini était fermée à la circulation et prenait l'allure d'un vide-grenier. Puis des fenêtres s'ouvraient et nous pouvions entendre un chant, voir un tango dansé sur un balcon, ou encore du théâtre improvisé.

L'événement était organisé par deux associations, respectivement *Druey 2230* et *etc...*, unies le temps d'une journée pour défendre la cause des habitant-e-s du quartier.

## UNE BATAILLE POUR UN LOGEMENT

À l'origine, l'annonce du rachat des immeubles de Druey numéro 22 à 30, puis une lettre abrupte, en septembre 2012, annonçant la résiliation de tous les baux pour cause de travaux importants. Constat fort étonnant, dans la mesure où à cette époque-là, aucune évaluation de bâtiments n'avait encore été effectuée par le nouveau propriétaire. Dans le contexte actuel de gentrification, phénomène consistant en l'embourgeoisement progres-

sif des centres et, corollairement, à l'exclusion des classes populaires en périphérie, le symbole est fort, puisque ces habitations constituaient, lors de leur construction, le premier immeuble de cette envergure destiné à l'habitat ouvrier. Il n'en reste pas moins qu'environ 150 personnes sont menacées d'expulsion, et que les loyers devraient avoisiner, après rénovation, le triple du prix actuel. Catherine Mathez, présidente de l'association *Druey 2230* souligne fort bien l'absurdité de la situation, car derrière l'argument des travaux, les locataires sont surtout devenu-e-s des «témoins gênants». De fait, conserver des loyers modérés (en moyenne 700 francs pour un trois pièces) relevait de la volonté de l'ancien propriétaire, non enclin à la spéculation immobilière. Selon Catherine Mathez, «si Druey est un cas particulier aujourd'hui, c'est plutôt un cas témoin d'un raisonnable marché et d'une réalité qui devrait être». Suite à l'impossibilité de concilier avec le propriétaire, les locataires se rendront au tribunal des baux.

## MAIS PAS SEULEMENT...

*Druey 2230* ne se réduit pas à la "seule" bataille pour conserver un logement, mais recouvre un projet plus large. Par son action, l'association tient également à montrer qu'il existe d'autres formes de cohabitation possibles, collectives, qui s'appuient sur la vie de quartier et le maintien d'une mixité sociale, économique et générationnelle. Selon Catherine Mathez, «notre discours n'est pas seulement celui du logement, on a réussi à créer quelque chose qui n'existe pas ailleurs, et qui est fantasmé par les autorités à travers le projet *Métamorphose*». Par exemple, une extension de l'immeuble renommée «Le Bocal» est louée par les résident-e-s pour

diverses activités, enfantines par exemple.

Dimanche 5 mai, il s'agissait ainsi de réinvestir un lieu enlevé à ses habitant-e-s, notamment par l'occupation de la rue et le concept d'art participatif «La porte ouverte à toutes les fenêtres» de l'association *etc...* visant à la rencontre d'artistes, du quartier ou d'ailleurs. Une manière de montrer qu'il existe plusieurs façons de penser le logement et de faire vivre un lieu.

Émilie Martini

## Repenser la ville

Coordonnées par l'Association écoquartier, les Journées des Alternatives urbaines se tenaient à Lausanne les 3 et 4 mai. Un week-end consacré à la discussion autour du développement urbain et réunissant, entre autres, des politiques, urbanistes, architectes et acteurs-trices du monde associatif. Le projet ne manque pas d'ambition: urbanisation, densification, gentrification, sont au menu de plusieurs tables rondes samedi, et le débat est, en effet, plus que nécessaire. Néanmoins, celui-ci semblait bien souvent restreint dans un cadre normatif ne permettant pas de penser au-delà de l'idée de développement. La problématique du logement ne peut en effet être isolée d'un débat plus large, plus philosophique, et finalement plus difficile à aborder. Des interventions au sein des tables rondes mais également dans le public ont toutefois permis de pointer certains de ces enjeux fondamentaux, notamment la question de la propriété du sol et celle des imbrications entre politique du logement et marché du travail (concentration de l'emploi dans certaines villes, difficulté à trouver un logement sans revenu fixe, etc.). Les présentations de plusieurs projets associatifs dimanche ont, quant à eux, permis de montrer que des alternatives sont possibles, mais surtout que ces dernières proviennent essentiellement d'initiatives citoyennes. Systèmes d'échange locaux, agriculture urbaine, partage de savoirs, habitat coopératif; pour repenser la ville, il serait grand temps de redonner une vraie place à la capacité d'agir des habitant-e-s, pour une réelle gestion démocratique de nos villes. EM

*Les conférences et interviews seront disponibles dès fin juin sur le site de SavoirLibre et sur celui des Journées des Alternatives Urbaines.*

<http://www.savoirlibre.net>  
<http://www.alternativesurbaines.ch>



## VIOLENCES

# Le droit de se défendre

«C'est criminel de ne pas apprendre cela à toutes les femmes», conclut une participante à stage d'autodéfense féministe. Cette phrase est exemplaire de ce que produit l'expérience d'une formation d'autodéfense féministe, car elle est à la fois un appel à la solidarité entre femmes et l'expression d'une révolte légitime.

Il existe plusieurs techniques de défense physique selon les écoles d'autodéfense féministe, mais toutes partent du même souci: l'autodéfense est moins un problème technique qu'une attitude. Dans ces espaces d'entre-soi féminins que sont les cours d'autodéfense, le projet consiste à réfléchir sur les violences faites aux femmes, qu'elles soient verbales ou physiques, et à pouvoir les identifier et construire collectivement des ressources pour y faire face. Mais surtout,

il s'agit de prendre conscience de sa valeur afin de se donner le droit de se défendre. Et cela fonctionne. Cette construction collective de sa puissance donne du pouvoir. Pas de superpouvoirs de superhéroïnes, mais la capacité de penser la violence à laquelle nous sommes confrontées comme une expérience largement partagée par d'autres personnes. Cette conception collective est source de légitimité et de force et veut permettre la mobilisation de ses ressources dans une situation de violence, ce qui est capital pour faire face à des violences qui sont le fait, dans l'écrasante majorité des cas, de proches de la victime.

## AUTODÉFENSE COLLECTIVE

Contre la psychologisation et l'individualisation qui caractérisent les approches dominantes des violences in-

terpersonnelles, le féminisme offre une conception collective et politique que l'autodéfense féministe met en œuvre de façon convaincante. Loin d'être une simple stratégie de défense, celle-ci comprend également des propositions quasi révolutionnaires pour l'ordre patriarcal, en encourageant les femmes à se réapproprier leur droit à se défendre et les moyens pour le faire. Cette expérience radicale de prise de pouvoir montre également combien émancipation collective et individuelle sont liées.

*Stéphanie Pache*

<http://www.femdochi.ch>  
<http://www.pallas.ch>

À lire: Irene Zeilinger, *NON C'EST NON, Paris, Zones, 2008* (livre disponible en ligne).

## AFRIQUE

# La Côte d'Ivoire voit toujours double

La Côte d'Ivoire vient de vivre sa dernière série d'élections. En effet, les élections municipales ont succédé aux législatives de fin 2011 et à l'élection présidentielle de 2010. Suite à cette dernière élection contestée, une guerre civile avait éclaté entre le camp du président Laurent Gbagbo et, celui de son concurrent Alassane Ouattara. Ce dernier, déclaré vainqueur et reconnu comme tel, a gagné la guerre soutenu par les troupes des Nations Unies (stationnées dans le pays depuis 2004) et les anciens rebelles (suite à des tentatives de coups d'État en 2002, le pays était coupé en deux parties).

Depuis lors, les principales responsables du parti de Laurent Gbagbo, le Front populaire ivoirien (FPI) sont emprisonnés, dont son épouse.

L'ancien président est quant à lui emprisonné à la Haye en attente de son procès devant la cour pénale internationale. Enfin, les anciens rebelles, représentés par plusieurs «seigneurs de guerre» ayant mis en place un État parallèle dans la partie nord du pays et vivant - selon le groupe d'expert sur la Côte d'Ivoire mis en place par l'ONU - d'activités criminelles sont, eux, toujours bien installés. Selon la dernière édition du rapport de ce groupe d'expert publié en mars 2013, ces dix «seigneurs de guerre» auraient étendus leur influence sur l'ensemble du territoire ivoirien.

Alassane Ouattara, le nouveau président déclaré, doit composer avec celles et ceux qui l'ont précédemment soutenu. Ainsi, Guillaume Soro l'ancien chef des rebelles et ex-Premier Ministre est désormais prési-

dent de l'Assemblée Nationale. Même si le pays est réunifié, les structures parallèles existent toujours et sont identifiées par le groupe d'experts comme le «réseau militaro-économique» qui échappent au contrôle du gouvernement central. Ce réseau, réuni autour d'une structure financière appelée «la centrale», continue de concentrer la richesse autour de lui à travers un système d'imposition parallèle, la contrebande et le contrôle des armes. Le problème des «seigneurs de guerre» est une vraie hypothèque sur l'avenir politique de la Côte d'Ivoire et devrait faire l'objet d'un véritable débat national. Tant que la Côte d'Ivoire ne résoudra pas cette question d'un double État, l'avenir du pays s'inscrira en pointillé.

*Mathieu Gasparini*

## CLIMAT

# Planifier la transition

Trois informations récentes, relativement peu relayées, permettent de se faire une idée de l'état de la lutte contre le réchauffement climatique. À vrai dire, la première information est peut-être déjà contenue dans ce silence: le réchauffement climatique n'est plus une priorité politique, ni médiatique. Mais ignorer un problème, c'est rarement le résoudre...

## TOUT VA TRÈS BIEN...

Premièrement, donc, pour la première fois dans l'histoire humaine, la concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère a dépassé la concentration de 400 ppm. Si les émissions de gaz à effet de serre continuent sur cette voie, nous pourrions nous retrouver avec jusqu'à 6°C de réchauffement des températures moyennes sur la planète à l'horizon 2100, ce qui rendrait pratiquement invivable de nombreuses régions du globe.

Deuxièmement, la prolongation du protocole de Kyoto, le seul accord international contraignant visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, s'est révélée sans surprise être un échec. Il n'y a guère plus que l'Union européenne et quelques autres pays, dont la Suisse, qui se sont engagés à poursuivre leurs objectifs (très minimes) de réduction. Ensemble, ces pays représentent à peine 15% des émissions totales. Les principaux pays pollueurs de la planète (les États-Unis, la Chine, la Russie, le Canada, etc.) se sont affranchis de toute contrainte.

Troisièmement, le marché européen des permis de polluer (ETS) est définitivement mort, au moment même où la Chine se lance dans la même aventure. En refusant, il y a quelques semaines, de suivre la Commission qui demandait de restreindre l'offre de permis afin d'en faire remonter le prix ridiculement bas, la droite du Parlement a montré qu'elle-même ne croyait plus au principe du «pollueur payeur» et

à ce pseudo outil de régulation des émissions de gaz à effet de serre. Mais cet arrêt de mort pourrait être positif à terme, s'il permet de déciller les yeux des écologistes sincères et de la gauche: les outils de marché ne permettent pas de résoudre les problèmes écologiques, mieux vaut revendiquer des mesures contraignantes à cet effet.

## LES SOVIETS PLUS

### LES PANNEAUX SOLAIRES

Que faire? Une partie de la droite poursuit son offensive obscurantiste en agitant l'incertitude sur la réalité du réchauffement climatique. Plus sérieusement, les élites technocratiques sont en train de se résigner à l'impossibilité de réduire effectivement les émissions de gaz à effet de serre, et prônent dès lors une action essentielle-

ment centrée sur l'adaptation au réchauffement climatique.

Pour la gauche, les mesures d'adaptation sont bien sûr une nécessité, qu'il s'agit d'orienter dans un sens progressiste et collectif. Mais nous ne pouvons pas nous résigner. Il existe des solutions politiques et techniques pour vivre dans un monde post-carbone. Tout l'enjeu désormais est de rendre cette transition désirable et souhaitable. Pour cela, nous devons impérativement la coupler à un projet de justice sociale, une transition qui soit écologique, sociale et démocratique, qui crée des bons emplois et qui permette de réaffirmer le pouvoir de décision démocratique sur l'économie. Bref, nous avons besoin de créer collectivement un programme de transition à une autre économie.

Romain Felli

## DÉMOCRATIE

# L'assemblée générale du peuple

Chaque année, le premier dimanche de mai (sauf quand les éléments sont décidément trop incéléments), les citoyens et les citoyennes glaronnaises se rassemblent sur la Zaunplatz de Glaris pour décider des affaires communes: c'est le jour de la *Landsgemeinde*. En Suisse romande, il est habituel de se gausser de cette «démocratie des pâtres et des bergers», assurant que cette pratique est directement liée à l'indécrottable conservatisme des cantons de Suisse centrale. L'éloge appuyé que le nationalisme helvétique adresse depuis une centaine d'années à ces institutions n'aide pas les Suisses romand·e·s, *a fortiori* lorsqu'ils et elles habitent en ville et votent à gauche, à considérer avec sympathie la démocratie directe telle qu'elle se pratique chez les *Waldstätten*. Et pourtant, on a tort! La *Landsgemeinde* de Glaris, l'une des deux dernières qui existent

en Suisse (avec celle des Rhodes-Intérieures d'Appenzell, qui a lieu le dimanche précédent), est un exemple tout à fait extraordinaire de démocratie directe. Loin du résidu vaguement folklorique que l'on décrit parfois, cette *Landsgemeinde* est véritablement la mise en pratique effective d'une conception radicale de la démocratie, autrement dit l'exercice réel de ce qu'il faut bien appeler la *souveraineté populaire*. Ni l'ombrageuse conception que ce peuple se fait de lui-même, ni les votes souvent conservateurs, ni les imperfections que l'on peut facilement déceler çà et là ne remettent en cause ce constat fondamental: quiconque veut comprendre ce qu'est la démocratie devrait se rendre à Glaris pour la voir fonctionner!

Antoine Chollet

On trouvera un compte rendu détaillé de la *Landsgemeinde* 2013 sur notre site.

DÉCÈS

# Hommage à Laurent Monnier

Un ami nous a quittés. Il nous manque. Sentiment mêlé de tristesse, de joie. Sa mort ravive sa vitalité unique. Envie de sourire avec malice en se rappelant sa présence kafkaïenne. L'apparente maladresse dissimulait une suprême diplomatie de la ruse du déplacement. Entrevoir des pans du monde invisible et mettre un pied dans la porte entrouverte, une résistance toujours possible. Un ami qui nous laisse un art de vivre. Avec son style inimitable, il nous a appris que pour manger avec le diable, il faut avoir une cuillère plus longue que lui.

Laurent Monnier est décédé le 7 mai 2013 à Genève après une longue maladie. Son enseignement et ses recherches en Science politique à l'Université de Lausanne, atypiques, socratiques, suscitaient l'étonnement, la curiosité. Il laissait place à l'exploration libre, qui est le sens de la recherche. Laurent Monnier a été un fantastique passeur vers les zones invisibles de la domination, de la liberté et de la solidarité, d'une vérité toujours provisoire dans le travail de la connaissance.

Lorsqu'il a organisé un cours-séminaire à l'Université de Lausanne sur le statut du saisonnier, il a reçu un blâme du Conseil d'État vaudois. Bien que Laurent Monnier ait vécu et enseigné au Zaïre pendant dix ans, le Fonds national de recherche scientifique suisse a refusé son projet de recherche sur Patrice Lumumba. L'histoire de la politique d'immigration suisse avec l'annulation

du statut de saisonnier à la suite de luttes sociales ardues a montré qu'un blâme peut être une légion d'honneur. Ce refus a montré que les institutions du savoir universitaire ont d'immenses résistances à intégrer les liens du pouvoir suisse avec des dictateurs dans la géopolitique impériale de la décolonisation.

Quand il a invité Abdelmalek Sayad, il nous a donné la possibilité de constater la rigueur du sociologue algérien refusant que la migration soit vue comme un «problème», montrant qu'elle est bien autre chose: la condition matérielle concrète de domination, d'exploitation de millions d'individus migrants dans le monde. Grâce à son invitation, l'Algérie est devenue une sorte de paradigme pour saisir les liens entre colonisation et migration et décrire l'injustice légitimée, banalisée.

Quand il a invité Colette Guillaumin, il nous a offert la possibilité d'ouvrir les yeux, pour voir que «l'appropriation des êtres humains par d'autres êtres humains» définit le pouvoir de domination dans sa substance cachée. Et cela en partant de l'abîme du XX<sup>e</sup> siècle, du racisme moderne, du sexisme. Nous avons pu apprendre avec elle que les rapports sociaux de sexe, le rapport social transversal du sexage sont inscrits dans l'histoire, qu'ils sont bien plus anciens que la modernité capitaliste. Qu'ils impliquent une révolution épistémologique, méthodologique des sciences

humaines et sociales et un déplacement idéologique radical de la science et du sens commun. Dans la droite ligne des travaux de Laurent Monnier.

Quand le mot *apartheid* n'était pas encore à la mode pour saisir la violence de nos sociétés – pas seulement l'Afrique du sud – il a avancé ce concept comme analyseur du pouvoir. Il l'a présenté dans sa leçon d'adieu à l'Université de Lausanne le 21 juin 1988, intitulée: *L'apartheid ne sera pas notre passé. Il est votre avenir.*

Nous n'avons pas fini de comprendre la radicalité de ce que Laurent Monnier nous a invités à imaginer, à décrire, à penser, à intégrer dans la conscience sociale. Nous n'avons pas fini de nous heurter jour après jour à la paroi de verre invisible qui nous sépare d'êtres humains pourtant nos égaux. Nous mesurons que la paroi de verre devient un mur de béton militarisé à toutes les frontières. Que la violence devient une forme de guerre. Qu'aurait dit Laurent Monnier sur les drones utilisés dans la lutte dite «antiterroriste» et aux frontières de l'Europe dans la guerre aux migrant-e-s? C'est une question de recherche qu'il aurait explorée. Il nous manque pour y travailler.

Marie-Claire Caloz-Tschopp  
Directrice de programme au  
Collège International  
de Philosophie

La version intégrale de cet hommage peut être lue sur le site [www.exil-ciph.com](http://www.exil-ciph.com).

## LE POING



Dans le débat sur l'élection du Conseil fédéral par le peuple, plusieurs édiles socialistes ont pris la parole pour soutenir, sinon l'initiative de l'UDC, du moins son principe. Parmi elles, l'argument le plus droitier a incontestablement été utilisé par **Micheline Calmy-Rey**, qui n'a pas hésité à justifier cette élection par le soi-disant besoin de renforcer le pouvoir exécutif. On savait l'ancienne Conseillère fédérale très modérément socialiste, on la découvre maintenant bien peu démocrate!

## LA ROSE



Sous l'impulsion de leurs élu-e-s de gauche, **la ville et le canton de Genève** ont décidé d'allouer une aide substantielle aux librairies indépendantes du bout du lac, qui se partageront cette année 80'000 frs de subsides. Après le refus du prix unique du livre et les difficultés rencontrées face aux grands groupes et à la vente en ligne, il est en effet nécessaire que les forces politiques soucieuses de ne pas transformer le livre en une marchandise comme les autres aident directement celles et ceux qui résistent à cette tendance.

## LIVRES

# Les Dieux de l'Olympe

Il semblerait que de cet ouvrage, fruit des rencontres d'Hervé Hamon avec celles et ceux qu'il appelle «Ceux d'en Haut», tout semblant d'éthique ait disparu. Selon ses propres dires, l'auteur aurait une sensibilité de gauche, mais souhaiterait amorcer une recherche exploratoire, et assumerait, de ce fait, une position naïve. Sauf qu'à jouer à outrance la carte de la candeur, celle-ci confine à l'indécence. Le livre ressort ainsi vide de sens, dans la mesure où au fil des pages les histoires se suivent et se ressemblent. Les patron-ne-s ne sont pas reconnue-s pour ce qu'ils font et si «ceux d'en bas» les diabolisent, le phénomène relève ni plus ni moins d'une méconnaissance.

Tout ceci aurait pu faire doucement sourire, mais lorsque le

PDG de Danone, Franck Riboud, en seconde position mondiale dans le commerce de l'eau, est présenté comme le patron simple et atypique par excellence, le rire laisse place à un agacement profond.

Le patron raconte, entre autres et avec force émotion, de quelle manière il a créé le «Danone communities social business», en collaboration avec le prix Nobel de la paix 2006, Muhammad Yunus, qui permet de vendre un yaourt Activia 8 centimes en Indonésie... car, selon Franck Riboud, «si l'entreprise n'est pas un acteur du changement social, je n'ai plus qu'à ouvrir la fenêtre et sauter» (p. 54). Lorsque l'on sait que le groupe a la mainmise sur l'entreprise d'eau en bouteille Aqua en Indonésie, on s'étonne que

Franck Riboud s'émeuve d'être dans un pays où «200 millions d'habitants ont 2 euros par jour» (p. 53). Le changement social consisterait ainsi à, d'une part, créer un marché dans un pays dans lequel, d'autre part, Danone exploite une source d'eau et la commercialise sous forme de bouteilles, pour la revendre certainement plus chère que le yaourt...

Selon l'auteur, l'objectif de son livre était «non de porter sur eux un regard sagace, mais de cueillir leur vérité telle qu'eux-mêmes l'évaluent et la vivent» (p. 18). En effet, point de regard sagace, mais une crédulité qui se conjugue peu à peu à une forme d'adhésion, faisant perdre à la candeur toute sa beauté.

Émilie Martini



À lire: Hervé Hamon, *Ceux d'en haut* – Une saison chez les décideurs, Paris: Editions du Seuil, 2013.

## LIVRES

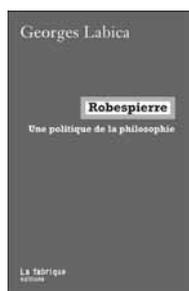
# Robespierre, un démocrate en révolution

Les éditions La Fabrique ont eu l'excellente idée de rééditer un ouvrage du philosophe marxiste et militant anticolonialiste Georges Labica (1930-2009) consacré à la pensée politique de Robespierre. Initialement publiée en 1990 aux PUF, dans le sillage de la production massive du bicentenaire de la Révolution française, l'étude entend retracer une «pensée de l'inédit». Il s'agit en effet pour Robespierre, comme le montre G. Labica, de «penser la révolution au moment même où elle se produit». De ce point de vue, l'«Incorruptible» (comme on le nommait) avance, certes avec des principes, et en particulier avec des principes rousseauistes, mais il ne cherche pas et ne peut tout simplement pas les appliquer à des situations qui relèvent de l'inconnu. Tout au contraire, confrontées aux circonstances du cours de la révolution, sa pensée et sa pratique politiques s'efforcent, dans un mouvement dialectique,

d'en épouser les formes discontinues. Et dans cette recherche d'un pouvoir à inventer, le seul souci qui anime Robespierre, c'est la cause du peuple. Non pas tant le «peuple nation» mais le «peuple classe», celui des paysans et des sans-culottes. Comme le souligne G. Labica, lors de chacune de ces interventions, Robespierre n'a cessé de chercher à assurer au peuple ses droits et à les étendre indéfiniment. Il suffit en effet de penser à son opposition à la distinction entre citoyens passifs et actifs – à l'exception notable des femmes qui ne sont pas considérées dans son opposition –, à son combat contre le décret du marc d'argent (contribution pécuniaire qui conditionne l'éligibilité à l'Assemblée nationale) ou, encore, à son attitude contre la propriété privée à la faveur d'une «économie politique populaire» qui le situe, contrairement à un certain imaginaire, en rupture complète avec le libéralisme.

Le combat de Robespierre n'est ainsi rien d'autre que l'extension de la démocratie. Ce combat culmine dans ce que G. Labica a qualifié de «théorie de la révolution» dont l'aboutissement est le droit (et le devoir) – légalement inscrit – à l'insurrection, c'est-à-dire le droit de suspendre le droit et d'en fonder un autre à partir de sa source, la souveraineté populaire. Ainsi pour Robespierre, la révolution ne saurait être autre que permanente et jamais terminée. On a souvent voulu enfermer Robespierre dans l'image du monstre sanguinaire, créée de toutes pièces par la réaction thermidorienne et véhiculée aujourd'hui encore par l'historiographie libérale ou le réduire, comme le fait une certaine tradition marxiste, à un simple interprète de la petite bourgeoisie. En sortant de tout schéma simplificateur, Georges Labica permet d'éclairer la cohérence et la complexité de la pensée et la pratique politiques de Robespierre.

Thierry Bornand



À lire: Georges Labica, *Robespierre, une politique de la philosophie*, Paris, La Fabrique, 2013.



Freysinger ne veut plus d'élèves sans-papiers

**JAB**

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi : Pages de gauche  
Case postale 7126, 1002 Lausanne



#### SITE INTERNET

### Nouveautés sur notre site Internet

Ce mois-ci, vous pourrez trouver sur le site Internet de *Pages de gauche* la version longue du reportage consacré à la dernière *Landsgemeinde* de Glaris par notre envoyé spécial Antoine Chollet, ainsi que la version intégrale de la recension du livre de Hervé Hamon *Ceux d'en haut*, accompagné d'une sélection de perles de patron-ne-s extraites de cet ouvrage. On y lira également une nouvelle critique du film *Cesare deve morire*, des frères Taviani.

#### MUR DES PERSONNALITÉS

La révélation que le syndicat français de la magistrature avait réalisé dans ses locaux un «mur des cons» où figuraient tous ceux et toutes celles qui méritaient de l'être a provoqué quelques réactions plus ou moins sincèrement outrées. *Pages de Gauche* est en mesure de révéler qu'il existe d'autres initiatives semblables...